

Nijmegen Studies in Development and Cultural Change

Volume 3

R. A. Burgler



Les yeux de l'ananas

**Les intellectuels révolutionnaires et la
terreur au Kampuchéa démocratique**

Verlag breitenbach Publishers

Saarbrücken – Fort Lauderdale 1990

Original anglais : 01002119-01002563

Pages traduites : 01002124-25, 01002251, 01002239, 01002457, 01002195, 01002202, 01002178,
01002275-78, 01002197, 01002199, 01002194

Unrevised translation. A revised version will be provided by ITU upon request.

ERN ANGLAIS 01002124

PREMIÈRE PARTIE

1

ANALYSE DE LA TERREUR INSTAURÉE PAR LES KHMERS ROUGES

REMARQUES LIMINAIRES

« Le plus grand massacre de l'histoire », un « auto-génocide », « pire qu'Hitler », « l'extermination totale de tous les intellectuels et de toutes les minorités », voici quelques-unes des affirmations souvent répétées concernant le Kampuchéa démocratique (1). Au vu de la condamnation générale et du tollé suscités par ce régime effroyable, il aurait dû naturellement s'ensuivre un grand nombre d'analyses minutieuses et approfondies. Après tout, la terreur à grande échelle et le génocide sont des actes si graves que l'on peut s'attendre à ce que de nombreuses composantes de la communauté des sciences sociales se penchent sur une problématique aussi fondamentale. Les études sur les Khmers rouges (les « KR ») sont, toutefois, remarquablement rares.

Toute personne cherchant à comprendre les événements survenus au Kampuchéa démocratique se trouve confrontée à deux problèmes majeurs : le manque d'informations vérifiables et les difficultés d'interprétation (2). S'agissant de la diffusion d'informations concernant le Kampuchéa démocratique en « Occident », il y a eu trois « vagues ». La première a directement suivi la victoire des KR et était principalement de nature anticomuniste, marquée essentiellement par des récits d'atrocités facilement ignorés par les militants de gauche (3). Le « bain de sang » de Hue, pour ne citer qu'un exemple, n'était-il pas une fabrication des États-Unis (4) ? Beaucoup de partisans de la gauche ont attribué ces récits à la volonté des États-Unis de justifier leur présence en Indochine, de faire oublier les atrocités commises par les Américains ainsi que leur part de responsabilité dans le chaos de l'après-guerre, de jeter le discrédit sur la révolution et le communisme, et enfin, de discréditer le mouvement pacifiste.

Bien que publiés rapidement, un assez grand nombre des « faits » que rapportaient ces récits d'atrocités relatifs aux événements qui se déroulaient au Kampuchéa démocratique se sont révélés être faux ou déformés. À titre d'exemple, les photographies montrant « des KR exécutant des personnes à coup de pelles », « des travaux forcés » et « des mariages forcés » ont été publiées, notamment, dans Paris-Match et Stern en avril 1976, le Washington Post le 8 avril 1977, le London Observer le 30 octobre 1977, Time le 21 novembre 1977, Newsweek le 23 janvier 1978 et Der Spiegel le 30 janvier 1978. Ces clichés étaient supposés avoir été emportés en dehors du Cambodge clandestinement par un proche du photographe qui serait mort lors de la tentative d'évasion, par un déserteur KR qui les auraient transmises, ou, selon l'agence Sygma Photo Service, qui a diffusé les photos en tirant un bénéfice de \$20 000 de l'opération, par un réfugié à Paris dont l'identité devait demeurer secrète afin de protéger sa famille. Les photos ont initialement été publiées dans un journal thaïlandais peu avant les élections de 4 avril 1976. Quelques jours plus tard, le 19 avril 1976, le Bangkok Post les publiait avec le titre « Vrai ou faux ? », et accompagnées d'un commentaire précisant que ces photos avaient d'abord été rejetées par le journal. Les photos en question avaient été offertes au Thaï Post par un commerçant thaïlandais

ERN ANGLAIS 01002125

contre la somme d'environ \$150. Les spécialistes du Cambodge avaient exprimé leurs doutes concernant l'authenticité de ces photos, indiquant qu'elles auraient pu être falsifiées afin d'influencer les élections en Thaïlande en discréditant les partis socialistes. Un agent des services secrets thaïlandais a reconnu par la suite que les photos avaient été prises sur le territoire thaïlandais. Peang Sophi, un réfugié cambodgien, a déclaré avoir été témoin du processus. Une source au sein des services secrets du Département d'État des États-Unis à qui ces photographies avaient également été proposées en Thaïlande, avait jugé qu'il s'agissait de faux. Il en avait informé à la fois Time et le Washington Post. Les autres revues ont elles aussi été informées des falsifications, mais ont refusé de publier des rectificatifs. Le Washington Post a été le seul à publier quelques lignes reconnaissant l'existence de doutes. Presque deux années après que les photos aient été révélées comme étant des faux, Newsweek les a publiées, l'une d'elles ayant même fait la couverture (5).

Il s'agit là d'un exemple parmi une longue liste de contrefaçons et de malhonnêtetés publiées par des journaux occidentaux supposément sérieux, responsables et impartiaux (6). Des déformations sont également apparues par l'intermédiaire des rapports émanant des réfugiés, lesquels représentaient la principale source d'informations. Ces rapports provenaient essentiellement de personnes appartenant à la population urbaine des classes moyennes et supérieures, qui avaient perdu la totalité ou presque de leurs biens et qui, par conséquent, avaient suffisamment de motifs pour haïr et vouloir discréditer le nouveau régime. Étant donné les conditions de vie déplorables au sein des camps de réfugiés, ces derniers avaient tendance à dépeindre la situation sous le régime du Kampuchéa démocratique comme étant pire qu'elle ne l'était en réalité afin de justifier leur fuite. À ce biais venaient s'ajouter les frustrations et les tensions inhérentes à la vie de réfugié, les pressions dissimulées exercées par les chefs de camp, par les responsables thaïlandais et les agences étrangères dont les réfugiés étaient tributaires, le mal du pays et l'imagination, le tout faisant que les réfugiés exagéraient et déformaient leurs récits au fur et à mesure des narrations successives. De même, les réfugiés offraient les récits qu'ils pensaient que les enquêteurs voulaient entendre, supposant que cela leur permettrait de sortir des camps plus facilement pour rejoindre un pays tiers. Ils étaient parfaitement conscients du fait que les enquêteurs étaient avides de récits d'horreur sensationnalistes. Les oui-dire devenaient des expériences vécues. Les chefs de camp, sous les ordres des dirigeants thaïlandais anticommunistes, opéraient une sélection parmi les réfugiés pour faire le récit des atrocités. Il était possible d'acheter des récits. Il arrivait que des interviews standards fussent distribués, rédigés par des personnes qui ne savaient ni lire ni écrire, et qui parfois ne parlaient même pas le khmer. Certains réfugiés donnaient des versions de récits différentes à différentes personnes.

Mais la couverture médiatique du Kampuchéa démocratique n'était pas déformée simplement en raison de ce fait que les récits des réfugiés n'étaient pas toujours exacts. Une majorité des journalistes responsables de la publication de ces récits choisissaient les informations les plus sensationnelles et ignoraient le reste. Leur rôle était aussi souvent sujet à caution en raison de leur parti pris, les méthodes douteuses qu'ils utilisaient (tels que le fait de procéder à des entretiens en présence des chefs de camp ou des responsables thaïlandais), de la barrière linguistique et du manque d'esprit critique concernant ce qu'ils entendaient. Les services secrets et les gouvernements occidentaux et thaïs ont vraisemblablement aussi joué un rôle. Globalement, les partisans de la gauche n'ont pas eu trop de difficulté à trouver des éléments venant étayer leurs doutes (7).

Quand bien même, sur le plan factuel, il existait très peu d'informations venant contredire la teneur générale des récits d'horreur des réfugiés puisque le Kampuchéa démocratique s'était fermé au reste du monde.

ERN ANGLAIS 01002178

IDÉAUX ET IDÉOLOGIE

Le pays dont les KR se sont emparés le 17 avril 1975 n'était plus qu'une ruine. Il avait été soumis à des bombardements plus intenses que ceux subis par la totalité de l'Europe durant la Deuxième Guerre mondiale, plus de la moitié de la population (estimée en 1975 entre 7 millions et 7 millions et demi) était des réfugiés, un septième de la population étaient mort ou blessé et la vie était complètement désorganisée (1). La majeure partie du peu d'infrastructure que comptait le pays, à savoir les ponts les routes, les chemins de fer, les rizières, les animaux de trait et les vergers avaient été endommagés ou détruits (2). John Swain, l'un des étrangers ayant été évacués après la libération a déclaré :

« [L]a destruction causée par la guerre ici, ainsi que dans tous les autres endroits que nous avons vus, est totale. Aucun pont ne subsiste et pratiquement aucune maison n'est restée intacte [...]. La terre dans les campagnes a été entièrement retournée par les cratères causés par les B-52 américains, des villes et des villages entiers ont été rasés. Jusqu'ici, je n'ai pas vu une seule pagode intacte » [traduction non officielle] (3).

Les personnes ayant visité le Cambodge en 1976 ont été marquées par :

« la destruction sans précédent des zones rurales. Il est difficile d'imaginer l'ampleur l'échelle de la dévastation des zones rurales [...] Des villes et des villages figurant sur les cartes ont en réalité cessé d'exister » [traduction non officielle] (4)

La population de Phnom Penh était passée de 600 000 en 1970, dont environ 150 000 étaient d'origine ethnique vietnamienne et étaient partis cette année-là, à la suite du pogrom antivietnamien organisé par Lon Nol, à environ deux ou trois millions (5). La grande majorité d'entre eux vivaient dans des conditions sordides, au seuil de la famine, menacée par les maladies épidémiques. Les estimations les plus prudentes évoquent le chiffre de 250 personnes mortes de faim chaque jour (6). Phnom Penh dépendait presque entièrement des importations de riz, alors que le Cambodge avait été un pays exportateur de riz avant la guerre.

Les problèmes quasi insurmontables auxquels étaient confrontés les KR font l'objet de descriptions détaillées dans un rapport de US AID datant de 1975. Il y est noté, notamment, que :

« sans l'apport externe de nourriture et de matériel à grande échelle, le pays connaîtra une famine très étendue [...] les travaux forcés, et les rations de survie deviendront une réalité cruelle [...] pour la moitié de la population durant l'année en cours ; en outre, les privations et les souffrances perdureront durant les deux ou trois prochaines années avant que le Cambodge puisse à nouveau devenir autosuffisant en matière de riz » (7)

Selon le Dr Penelope Key de l'organisation Protestant World Vision, la malnutrition allait toucher [un grand] nombre [] d'enfants et affecter leurs capacités mentales (8). Washington avait prédit qu'un million de Cambodgiens pourraient mourir de faim après la guerre (9). Les deux camps avaient fait preuve d'une grande sauvagerie durant le conflit, avec peu de prisonniers.

À la suite du retrait des forces américaines, le gouvernement de Lon Nol s'était totalement désintégré.

ERN ANGLAIS 01002194

À son retour à Phnom Penh après l'invasion vietnamienne, Bunhezng Ung, un dessinateur caricaturiste politique qui était resté dans son village familial dans la zone Est après l'évacuation, a retrouvé son domicile intact et tous ses biens dans l'état où il les avait laissés quatre années auparavant. Un grand nombre de témoignages attestant du pillage de Phnom Penh semblerait provenir de personnes ayant vu la ville en 1979. La majorité des pillages, des vols et de la destruction sont en fait survenus au cours de cette année, commis par des Cambodgiens venant s'installer à Phnom Penh et par les Vietnamiens sélectionnaient ce qu'ils voulaient ramener en camion au Vietnam (14).

Il convient de rappeler que la majeure partie de la population urbaine était constituée de réfugiés des zones rurales, qui, pour la plupart, souhaitaient vraisemblablement retourner sur leurs terres. Toutefois, malgré qu'il ait pu exister des motifs valables pour l'évacuation, il s'est agi d'une déportation forcée. La rigueur et la vitesse de son exécution attestent du fait qu'assurer la sécurité et le contrôle constituait la préoccupation majeure des KR.

Les habitants ont quitté Phnom Penh dans toutes les directions, en fonction de la partie de la ville d'où ils partaient et de l'endroit où se situait leur village d'origine. Un plus grand nombre s'est dirigé vers la région du Sud-Ouest, car une majorité de personnes en provenait ou y avait des proches. Il s'agit de la région du Cambodge la plus peuplée. La population a disposé de très peu de temps, voire n'a pas eu le temps, pour s'organiser et préparer leurs affaires. Pour la plupart, cela a été une expérience traumatisante, et à fortiori pour les personnes affaiblies, âgées, souffrantes ou hospitalisées, ainsi que les malades et les blessés. L'intégralité de la population a dû partir. Aucune explication n'a été fournie. Toutefois, les KR ont eux-mêmes très peu utilisé la force. La majorité des personnes ont obéi par peur. Le quelques rares cas de personnes ayant résisté ont été directement réglés sur-le-champ. Tous les étrangers ont été expulsés du pays. Au bout d'une semaine, Phnom Penh était à tous égards une ville fantôme. D'autres villes ont subi le même sort (15). Il est impossible de préciser combien de réfugiés sont morts en chemin vers leur destination rurale, mais l'épuisement et la maladie ont eu raison de ceux qui étaient déjà en état de faiblesse. En outre, il semblerait qu'une épidémie de choléra se soit déclarée au sud-ouest de la capitale quelques semaines après la libération.

D'emblée, les KR ont procédé à la recherche des cadres de l'ancien régime. Aux barrages mis en place sur chacune des routes sortant de la capitale, aux lieux de repos sur le chemin et aux centres où s'effectuait le tri des réfugiés, ceux-ci devaient indiquer leur profession, rédiger une autobiographie et préciser à quelle catégorie ils appartenaient parmi les suivantes : militaire, fonctionnaire, intellectuel ou peuple ordinaire. Ceux qui disent la vérité ne seront pas punis par l'Angkar, leur a-t-on dit. Les officiers, les fonctionnaires, les ingénieurs, les enseignants, les ministres, les députés parlementaires et tous autres notables étaient invités à se faire connaître sans tarder afin de retourner à Phnom Penh pour aider l'Angkar à organiser le pays, à former la population, etc. Une autre ruse similaire utilisée plus tard dans l'année consistait à inviter ces cadres de l'ancien régime à venir accueillir Sihanouk. Les personnes assez crédules pour répondre à ces invitations étaient réparties dans leurs catégories respectives. Il semblerait que les officiers, les hauts fonctionnaires et les autres personnes de haut rang étaient souvent séparés des autres, emmenés discrètement, et, en règle générale, tués. Les sous-officiers, les soldats, les fonctionnaires de moindre importance, divers types

ERN ANGLAIS 01002195

d'intellectuels et autres personnes de classe moyenne étaient aussi séparées des autres, parfois tués, mais généralement envoyés dans des villages spéciaux ou des camps de rééducation pour des durées indéterminées, lieux dans lesquels certains devaient plus tard mourir ou être exécutés de toute manière. Parfois, les épouses et les enfants de personnes condamnées étaient aussi exécutés (16). En raison du fait que la propagande officielle du Front uni national du Kampuchéa (le « FUNK ») avait toujours proclamé que seulement « sept traîtres », dont Lon Nol, seraient condamnés à mort et promettait la réunion et la coopération pour tous les autres (17), de nombreux cadres de l'ancien régime ont répondu aux invitations, parfois même avec l'espoir de pouvoir être utiles au nouveau régime.

Les personnes appartenant au peuple « ordinaire » étaient envoyées dans des villages existants ou recevaient l'ordre de créer de nouvelles agglomérations. Il existait là une différence fondamentale. Sous le régime du Kampuchéa démocratique, la majorité de la population semble avoir été divisée en deux groupes nettement distincts, et pour certains, opposés ; chaque groupe étant constitué d'environ une moitié de la population. Les personnes ayant été libérées avant le 17 avril 1975 étaient connues sous l'appellation « peuple de base » (expression venant de la libération des zones de base ou des classes de base de la révolution, c.-à-d., les pauvres et les personnes des classes moyennes inférieures rurales). Le second group était composé des personnes nouvellement libérées le 17 avril 1975 et évacuées subséquentment des zones urbaines. Ces personnes recevaient l'appellation « peuple nouveau » (18). Ainsi qu'indiqué plus haut, la politique officielle du Parti communiste du Kampuchéa (le « PCK ») établissait une catégorisation en trois groupes qui sont les suivants : « plein droit », « candidat » et « dépositaire » (19). La plupart des personnes du « nouveau peuple » relevaient du groupe des « dépositaires ». Ceux-ci avaient en fait un statut moindre que celui réservé aux prisonniers de guerre, car ces derniers avaient au mois le droit à disposer de nourriture et jouissaient d'une protection au regard des exécutions sommaires. La mobilité horizontale était rare, mais toutefois possible. Un évacué démuné issu d'une classe inférieure qui coopérait avec le nouveau régime pouvait prétendre au statut de « candidat ». Une personne démunie issue du milieu rural et appartenant au « peuple de base » qui s'opposait ne serait-ce que partiellement au programme du parti pouvait tomber dans la catégorie des « dépositaires ». Toutefois, cette triple classification n'était en réalité connue qu'au sein des échelons supérieurs du parti. Presque toute la population connaissait et utilisait les termes « peuple de base » et « nouveau peuple », pour la simple raison que les expériences vécues en commun faisaient en sorte que les personnes se sentaient appartenir à l'une ou à l'autre catégorie (20).

Une fois arrivés à leurs destinations, les personnes appartenant au « peuple nouveau » devaient à nouveau raconter leur parcours, afin que les KR puissent démasquer les cadres de l'ancien régime. Les KR voulaient également connaître le statut social et les opinions politiques d'une personne afin de pouvoir la classer dans une des catégories susmentionnées : « plein droit », « candidat », dépositaire ». Concrètement, toutefois, ces personnes étaient simplement classées comme faisant partie du « peuple nouveau ». Au fur et à mesure qu'ils prenaient conscience du danger, les personnes appartenant au « peuple nouveau » commençait à cacher leur vraie identité. Ils commençaient à passer sous silence leur éducation, le fait qu'ils parlaient une langue étrangère. Ils se débarrassaient de leurs lunettes (21). Les KR ont mis en place des mesures pour encourager, à tout le moins, une apparence d'égalitarisme. Le « peuple nouveau » devait se défaire de toute

ERN ANGLAIS 01002195 (suite)

apparence d'impérialisme, de féodalisme et de colonialisme » [traduction non officielle] (22) et adopter les comportements et les attitudes de simples paysans démunis. Les cheveux longs étaient coupés, les lunettes étaient jetées ainsi que les habits hauts en couleur et les vêtements portés étaient teints en noir. Aux divers barrages routiers et dans les villages sur le parcours, les réfugiés devaient donner leurs livres, leurs montres et autres biens de ce genre qui étaient considérés comme des « objets impérialistes » [traduction non officielle] (23).

ERN ANGLAIS 01002196 - 01002197

Le travail au sein d'une communauté était effectué par cette communauté. Les projets de plus grande envergure englobant plusieurs coopératives, étaient réalisés par des groupes de personnes plus importants, composés à partir de groupes de travail de chaque communauté concernée. En dehors de la culture du riz et d'autres aliments, pratiquement tout le temps de travail était consacré à la construction d'infrastructures agricoles et au défrichement des forêts et des terres laissées en friche afin de les cultiver. Dans le but de rationaliser l'agriculture, les petites parcelles de rizières irrégulières étaient réunies pour créer de grandes parcelles carrées d'une superficie d'un hectare, et les anciennes digues étaient détruites et remplacées par de nouvelles constructions. Cela facilitait la culture du riz et en augmentait le rendement, toutefois, lorsque le terrain n'était pas complètement plat ou n'avait pas été nivelé correctement, un surplus d'eau s'accumulait dans les parties basses et les parties hautes manquaient au contraire d'eau. Les nouvelles parcelles étendues et carrées étaient introduites dans chaque secteur, toutefois, l'ancien système de rizières était parfois maintenu ou réintroduit lorsque le nouveau système échouait.

Les KR ne faisaient pas un grand usage des connaissances techniques disponibles pour ces travaux d'infrastructure, malgré le fait qu'ils disposaient de nombre d'ingénieurs et d'autres personnes qualifiées sur le plan technique. Martin évoque le cas de deux d'ingénieurs issus du « peuple nouveau » ayant travaillé sur de tels projets à Prey Veng et à Kampong Cham (28). Jusqu'en 1977, il était parfois fait appel aux ingénieurs KR, ainsi qu'aux ingénieurs chinois et nord-coréens. Toutefois, les intellectuels et les techniciens cambodgiens étaient considérés comme ayant subi l'influence de l'« étranger », comme étant des opposants potentiels dont la conscience et la mentalité devait être changées afin qu'ils deviennent des serviteurs obéissants de l'Angkar. « Les diplômés ne vous donneront pas à manger » [traduction non officielle], disaient les KR (29). Ainsi, les digues cédaient parfois entraînant des dégâts matériels et une perte de temps et d'énergie. Cependant, un grand nombre de travaux d'infrastructure et d'irrigation étaient encore en bon état après l'invasion vietnamienne, et certains sont encore utilisés. Ung mentionne la construction d'une digue de grande dimension, qui fut finalement construite de façon empirique, et qui résista aux inondations exceptionnellement fortes de 1978 (30).

La plupart des rapports soulignent les horaires de travail excessifs, la dureté des conditions de travail, la fréquence élevée du travail de nuit. Toutefois, les éléments de preuve tangibles concernant les horaires de travail attestent d'une durée variant entre sept et douze heures, ou plus, de travail par jour. J'estime que la moyenne se situe vraisemblablement entre neuf et douze heures de travail effectif par jour. Les informations officielles fournies par les KR parlent de journées de huit heures de travail, sans compter la pause de la mi-journée, au cours de laquelle des tâches légères étaient parfois remplies. Il semblerait qu'officiellement qu'un jour tous les dix jours était férié ; toutefois, comme pour beaucoup de choses au Kampuchéa démocratique, la pratique était beaucoup plus irrégulière. Szymusiak, par exemple, une fille de parents aisés qui était âgée de douze ans au moment de l'évacuation de Phnom Penh, a passé la plupart du temps dans la région de Maung au Sud-Est de Battambang, une « mauvaise » région. Elle mentionne disposer parfois d'une journée libre, parfois de trois jours de suite puis à nouveau de nombreuses semaines sans congés du tout (31). Les gens de la ville n'étaient pas habitués à ce type de travail manuel. Les conditions de travail qu'ils considéraient pénibles constituaient en fait les conditions normales pour les paysans.

ERN ANGLAIS 01002197 (suite)

Ces derniers ne trouvaient pas que le travail était pénible, mais ils se plaignaient plutôt le manque de temps libre et de liberté individuelle pour ce qui est du travail, l'embrigadement et la supervision au sein de la collectivité et l'approche militaire. Certains rapports font état d'un rythme de travail moins sévère et de conditions de travail qui n'étaient pas particulièrement dures. Un des réfugiés a trouvé que les conditions de travail dans une usine à Melbourne étaient beaucoup plus pénibles (32). Les horaires de travail étaient flexibles et déterminés plus en fonction du soleil que de l'horloge. Les travailleurs étaient souvent appelés à travailler des heures supplémentaires, jusqu'à dix heures du soir, éclairés par des lampes ou par la lune, afin de terminer des travaux d'irrigation avant la pluie ou pour récolter le riz dans les plus brefs délais. Peu de rapports mentionnent une surveillance armée des travaux (33).

En dehors des horaires de travail et sous réserve de certaines conditions, les personnes avaient reçu l'autorisation (certains disent l'« ordre ») de chercher de la nourriture pour leur consommation personnelle ou d'aller pêcher.

ERN ANGLAIS 01002198 - 01002199

Presque tous les villages avaient un dispensaire et chaque groupe avait un hôpital. Toutefois, en règle générale, le système de santé publique était, pour la plupart des personnes ordinaires, désastreux. L'expertise des médecins et infirmières de l'ancien régime était rarement mis à contribution. Ceux-ci étaient mis à la tâche dans les champs comme tous les autres afin de se reconstruire par le travail. Le personnel médical était composé de « médecins du peuple » ayant été formés en soins basiques pendant six mois et d'infirmières âgées de neuf à treize ans, issues du milieu rural et ayant reçu une formation de trois mois. Les médicaments utilisés étaient des remèdes traditionnels concoctés sur place. Certains rapports font état de distribution de médicaments modernes (quinine, traitements anticholériques.) durant l'évacuation et au cours du premier mois suivant la victoire des KR. Après cela, les personnes ordinaires n'avaient pratiquement jamais accès à la médecine occidentale. La politique d'autosuffisance adoptée par le parti était également suivie en ce qui concerne les soins médicaux. À titre d'exemple et ainsi que décrit plus haut, Picq s'était vue interdire de pratiquer l'acupuncture pour soigner ses camarades de travail car il ne s'agissait pas d'une pratique d'origine khmère. Il semblerait qu'il y ait eu un nombre limité de traitements standards pour pratiquement toutes les maladies : quelques cachets et deux types d'injection. Les infirmières et leurs injections étaient connues de tous. Les aiguilles non stériles entraînaient souvent des abcès ou pire. Les conditions au sein des services hospitaliers étaient effroyables. Un grand nombre de rapport indique qu'il était parfois plus dangereux d'aller se faire traiter à l'hôpital que de ne rien faire. Ung, qui a passé toute la période du Kampuchéa démocratique dans la zone Est, a observé que le personnel médical des KR faisait preuve d'un mépris cynique à l'égard des patients. Les personnes malades ne se voyaient jamais refusé l'accès à l'hôpital, mais leurs rations étaient réduites de moitié. « Seuls les travailleurs ont le droit de recevoir de la nourriture », tel était l'adage des KR. Les hôpitaux n'étaient bien souvent guère plus que des lieux de passage entre la vie et la mort. Les problèmes de santé et les maladies ont causé énormément de décès (46).

Ce phénomène n'était pas nouveau. Selon une étude démographique française achevée en 1972, plus d'un million de personnes au Cambodge souffrait de paludisme (47). Meyer indique qu'avant 1970, les infirmeries dans les provinces n'avaient en réserve que quelques tubes d'aspirine. Dans la province de Mondolkiri, au nord-est du pays, 5 000 cachets de quinine devaient servir à traiter 15 000 personnes pour une durée de six mois (48). Ainsi qu'indiqué plus haut, les conditions dans les hôpitaux de Phnom Penh avant l'évacuation étaient désastreuses (49). Dans un entretien donné à l'agence de presse vietnamienne en 1976, Pol Pot indique que « autant que l'on sache, plus de 80% de notre main d'œuvre a souffert du paludisme par le passé » (50). Le régime semble manifestement avoir connu un certain succès dans la lutte contre le paludisme, bien qu'on puisse douter du fait qu'en 1977, il ait réussi à éradiquer la maladie à hauteur de 70 ou 80%, comme le déclarait Pol Pot (51). En raison du fait que les personnes venant des villes n'étaient pas habituées aux conditions sanitaires existant dans les campagnes, que leurs corps n'étaient pas adaptés et endurcis comme ceux des paysans, ils étaient beaucoup plus vulnérables. Ils avaient également un préjugé contre la médecine rurale traditionnelle. Le personnel de la croix rouge internationale présente dans les camps de réfugiés a constaté l'efficacité de l'un de ces remèdes pour réduire la fièvre liée au paludisme, mais les réfugiés les plus « occidentalisés » étaient récalcitrants à l'égard de ces médicaments traditionnels (52). L'un des deux types d'injections utilisées sous le régime du Kampuchéa démocratique était du lait de coco en guise de sérum. En parlant de cette concoction, Ung, un intellectuel « occidentalisé » de Phnom Penh a dit : « la plupart n'y a pas survécu » [traduction non officielle].

ERN ANGLAIS 01002202

D'autres religions ont plus ou moins subi le même sort. Il était interdit de faire preuve d'émotion à l'égard des membres de sa famille.

« Dans toute circonstance supposant un choix entre le devoir et le dévouement envers l'Angkar d'une part et une demande émanant de la famille ou de proches d'autre part, l'Angkar devait être prioritaire. L'importance de tout engagement parallèle devait être diminuée ; cela signifiait avant tout, affaiblir la force des liens familiaux traditionnels » [traduction non officielle] (63).

En outre il était tout particulièrement interdit de montrer des signes d'affection envers le sexe opposé. Les KR faisaient preuve d'une moralité sexuelle extrêmement stricte et puritaine. Les rapports sexuels en dehors du mariage étaient punissables de peine de mort. Le KR eux-mêmes pouvaient être, et étaient, exécutés pour avoir simplement flirté. Selon Tathai, les tentatives de séduction survenaient encore, émanant plus particulièrement des hommes appartenant au « peuple de base » à l'intention des femmes appartenant au « nouveau peuple ». Becker mentionne également le flirt, venant aussi très probablement des personnes appartenant au « peuple de base » (64). Les personnes appartenant au « peuple nouveau » n'avaient pas de forces pour se consacrer à de telles activités, ainsi qu'en témoignent nombre d'entre eux. De nombreuses femmes du « peuple nouveau » n'avaient plus de menstruations en raison des privations et du stress psychologique (65). Néanmoins, selon les mêmes sources, même les femmes appartenant au « nouveau peuple » parvenaient à donner naissance à des enfants. (66). Les mariages étaient célébrés au cours de cérémonies de masse, organisées seulement quelques fois par an, et uniquement autorisés entre personnes de même classe politique (67). Il était nécessaire d'obtenir la permission des autorités. Certains rapports font état de mariages forcés. Il convient toutefois de rappeler que le mariage arrangé faisait partie des traditions cambodgiennes. En particulier, les rapports mentionnant les mariages forcés entre KR et personnes appartenant au « nouveau peuple » sont contraires aux directives strictes en vigueur au Kampuchéa démocratique concernant les mariages entre même classe politique.

En principe les minorités recevaient le même traitement que les KR ? Les Cambodgiens d'origine chinoise en sont un exemple. Cependant, lorsqu'une minorité résistait la « khmerification » et que sa propre culture devenait un point de ralliement pour la résistance, ce groupe minoritaire recevait un traitement particulier. Les Chams, musulmans, en sont un parfait exemple. Ils étaient réticents et s'opposaient souvent à l'obligation d'élever des porcs, de manger de la viande de porc, d'abandonner leurs coutumes en matière de mariage, de changer de façon de se vêtir et de se coiffer, de voir leurs filles célibataires devoir travailler en dehors de la maison, etc. Ce que les KR ne pouvaient pas tolérer n'était pas tant la divergence culturelle en soi, mais surtout le conflit de loyauté que cela représentait. Certains dirigeants chams furent exécutés sur-le-champ. Les contestataires furent tués. Des villages chams furent évacués, des communautés chams dispersées entre différents villages khmers et des familles étendues furent séparées et forcées de vivre au sein de communautés khmères, brisant ainsi les liens culturels spécifiques unissant la communauté cham. Il est toutefois difficile de dire si tous les villages chams furent ainsi touchés. Une fois intégrés au sein des communautés khmères, les Chams connaissaient les mêmes circonstances de vie et recevaient les mêmes traitements que les Khmers. Cela est également vrai pour les familles chinoises et vietnamiennes vivant au sein des Khmers. Car tous les Vietnamiens n'avaient pas quitté le pays lors de l'évacuation spéciale visant les Cambodgiens d'origine vietnamienne et les citoyens vietnamiens vivant au Cambodge qui se déroula en 1975.

ERN ANGLAIS 01002239

La spirale de la violence, 1977-1979

Malgré le fait que la lutte interne du parti entre septembre et octobre 1976 ait tourné en faveur de l'alliance créée par Pol Pot et Mok, ces derniers n'étaient pas convaincus d'avoir désormais le contrôle absolu. Au contraire, Il semblerait qu'ils se sentaient entourés par l'opposition. Au lieu de considérer tous les organes des KR comme étant loyaux jusqu'à preuve du contraire, Pol Pot les considérait comme des traîtres potentiels s'il n'en avait pas le contrôle absolu. Cette approche était alimentée par l'interprétation faite par le groupe de Pol Pot qui voyait les échecs comme étant le fruit de trahisons. Dans le même temps, le système consistant à tisser des réseaux à partir des biographies des personnes victimes des purges projetait de plus en plus de personnes dans la terreur.

Ce système de terreur était généralisé, ciblant les personnes ordinaires afin d'imposer une production excédentaire pour répondre aux besoins de développement du centre, et se tournant vers l'intérieur afin de parvenir au contrôle absolu des organes de pouvoir exécutif de l'État, c'est-à-dire de l'organisation KR elle-même. Mais au fur et à mesure des purges, le centre se sentait de plus en plus menacé. Cette situation a facilité l'escalade du conflit avec le Vietnam, conflit également étayer par la légitimation des purges au moyen de l'affirmation selon laquelle les personnes purgées étaient des traîtres à la solde de puissances étrangères, notamment le Vietnam. Ainsi les conflits internes et externes devinrent indissociablement liés. Je vais maintenant me pencher sur la question de l'expansion de ces conflits, de la généralisation du système de la terreur.

7.1 Les purges continuent

À la fin de 1977, Touch Phoeum, ministre des Travaux public et compagnon de route de longue date de Hou Youn, a été arrêté. Sous la torture, il aurait donné les noms de personnes préparant un coup d'État. Picq avait entendu dire qu'il était membre du clan de Koy Thuon, l'ancien secrétaire de la zone Nord qui avait été arrêté en 1976. Il n'aurait pas été inconcevable de penser que ces comploteurs étaient des cadres de la zone Nord. Selon Chek Win, un transfuge KR, les préparatifs d'un coup avaient commencé en février 1976 lorsque Soth, le commandant du secteur 106 (Siem Reap) convoqua une réunion secrète dans la ville de Siem Reap pour débattre de mener une « rébellion afin que la population puisse retourner travailler comme avant la prise de Phnom Penh » [traduction non officielle]. Cette rébellion était prévue pour le 17 avril 1977 (1). Hien, l'adjoint de Soth, et un général de brigade de la zone Nord nommé Poll, ainsi peut-être que les provinces de Oddar Meanchey et de Kampong Cham y auraient participé. Le complot a été découvert. Il est possible que Koy Thuon ait dénoncé les comploteurs avant que Touch Phoeun ne le fasse. Du mois de janvier à mars 1977, 32 cadres de la zone Nord, y compris de Siem Reap, ont été emmenés à Tuol Sleng (2).

Le 11 mars une révolte a été déclenchée par le chef de Chikeng, un village du district de Chikren dans la province de Siem Reap, et s'est propagée à l'ensemble du district voisin de Staung.

ERN ANGLAIS 01002251

La position des Vietnamiens s'est également durcie en raison de ce qu'ils percevaient comme étant l'intransigeance des KR et les tensions permanentes causées par les troupes KR à la frontière. En mai, ils avaient déjà officiellement déclaré une limite de 200 miles concernant leurs eaux territoriales, attirés en partie par la perspective de gisements de pétrole en mer. En août, ils ont nié le fait que la ligne Brévié (la frontière maritime établie par les Français) puisse avoir une quelconque importance au regard de la question de la souveraineté (52). Ils ne reconnaissaient la ligne Brévié que comme une ligne de démarcation entre les îles, et non en tant que frontière maritime (53). Phnom Penh a publié une carte indiquant que la ligne Brévié comme étant la frontière maritime nationale (54). Aux yeux de Hanoi, il s'agissait-là d'une preuve de « l'avidité et des ambitions territoriales [des cambodgiens] » [traduction non officielle] (55). À l'observation d'une carte de la région comprenant la limite des 200 miles marins revendiquée par les Vietnamiens, il devient très clair que cette solution ne laisse au Cambodge qu'un territoire maritime très restreint. La ligne Brévié paraît être une délimitation beaucoup plus équitable, bien que favorisant quelque peu le Vietnam également en lui attribuant l'île de Phu Quoc. Afin de souligner l'avertissement implicite fait aux KR sur le sérieux de ses intentions d'avoir recours à des interventions militaires d'envergure, le ministre de la Défense vietnamien, le général Vo Nguyen Giap, s'est rendu en personne sur la zone frontalière (56). Mais les attaques des Vietnamiens n'ont fait que déclencher des représailles encore plus violentes de la part des KR. Le conflit n'a fait que s'intensifier rapidement.

Là aussi, comme ce fut le cas pour la Thaïlande, les Chinois ont tenté d'exercer une influence modératrice sur les KR. Fin septembre, Pol Pot et Ieng Sari se sont rendus à Beijing et ont eu droit à un accueil de haut rang. Pol Pot a une nouvelle fois fait l'éloge de la pensée de Mao, soulignant l'importance du rôle directeur de celle-ci pour les révolutionnaires cambodgiens. Il a qualifié le président Hua Kuo Feng de digne successeur de Mao. Toutefois, le traitement extrêmement privilégié réservé à la délégation cambodgienne n'a pas empêché Pol Pot d'insister sur l'indépendance du Kampuchéa démocratique. Il n'a pas une seule fois parlé d'« hégémonie », reconnu le caractère inéluctable de la guerre, ou fait mention de la théorie des « Trois mondes », points expressément soulignés par Hua Kuo Feng. Pol Pot, lui, a plutôt mis l'accent sur les cinq principes de la coexistence pacifique (57). Il est très probable que lors des réunions privées, les Chinois eussent tenté de persuader les KR de rouvrir les négociations avec les Vietnamiens. Il semblerait, en outre, que les Chinois auraient proposé aux Vietnamiens de servir comme médiateurs. Phan Hieng, l'expert vietnamien en matière de négociations frontalières, se trouvait à Beijing à l'époque pour négocier ; cependant il n'en est rien ressorti (58).

Lors d'une conférence de presse donnée au cours de sa visite en Chine en septembre 1977, Pol Pot a reconnu qu'un certain nombre d'incidents frontaliers avaient eu lieu, les attribuant à des ennemis cherchant à renverser le régime du Kampuchéa démocratique. Mais malgré ces affrontements frontaliers, il leur était impossible d'attaquer le Cambodge de l'extérieur et de l'occuper (59). Le danger immédiat résidait plutôt dans les agissements de l'ennemi à l'intérieur du pays. Dans le rapport de la conférence sur la zone Est, cité plus haut, on peut lire :

« [N]ous devons continuer d'être sur nos gardes et d'être préparés à nous battre et à écraser l'ennemi à tout moment [...] Si l'ennemi nous agresse [...] nous devons traverser la frontière et l'arrêter et l'écraser sur son territoire [...] Toutefois, nous n'allons pas agir à l'égard de cette directive avec précipitation : sa mise en œuvre doit être reportée. Ce n'est que lorsqu'il sera temps de livrer bataille que nous y aurons recours : nous devons d'abord généraliser notre unification » [traduction non officielle] (60).

ERN ANGLAIS 01002275

Tout ceci ne fait qu'illustrer le point de vue auquel je souscris et selon lequel la question des factions et des groupes rivaux au sein du parti est beaucoup plus compliquée qu'une simple partition triple entre le groupe Pol Pot, les Khmers Vietminhs de l'intérieur et les révolutionnaires culturels ne pourrait le laisser penser. Le passé d'une personne, ainsi que le fait d'être impliqué dans un réseau, peuvent constituer des facteurs incriminants. Mais cela a toujours fait partie de la justification des purges.

Cette méthode de purge a rapidement dégénéré. La paranoïa qui poussait le régime à classer toutes les critiques et les oppositions, même potentielles, l'incapacité d'atteindre les objectifs fixés et jusqu'aux erreurs comme étant l'œuvre de traîtres au service de puissances étrangères cherchant à infiltrer le parti, a créé un besoin croissant d'inventer des liens avec l'ennemi et des réseaux ennemis.

7.7 Succès économique partiel

Malgré tout cela, le pays ne semblait pas sur le point de s'effondrer. Au contraire, certaines indications montrent que le régime du Kampuchéa démocratique a connu un certain succès en matière de développement économique. Les différentes personnes qui ont visité le Cambodge en 1978 en ont présenté un tableau beaucoup moins sombre que celui que rapportaient les réfugiés de manière générale. Parmi ces visiteurs, on compte des délégués représentant des associations Marxiste-Léniniste et des associations d'amitié envers le Kampuchéa démocratique, mais également des groupes plus sceptiques tels que des ambassadeurs scandinaves, une délégation de l'ambassade du Japon à Beijing et des journalistes yougoslaves, japonais et américains.

Bien entendu, ces témoignages directs, à l'instar des récits rapportés par les réfugiés, doivent être traités avec beaucoup de prudence (190). Mais il serait aussi absurde d'écarter les récits de ces visiteurs que d'ignorer les témoignages des réfugiés. L'un de ces visiteurs, le journaliste américain Dudman a déclaré :

« Bien que la visite n'ait été en fait qu'une visite guidée durant laquelle les conversations avec les Cambodgiens ordinaires étaient strictement limitées, et la communication avec les officiels du gouvernement était limitée à seulement quelques-uns parmi les hauts dignitaires du régime, les possibilités d'observations furent nombreuses au cours de la visite des 11 provinces parmi les 19 existantes » (191).

Selon McCormack (192), les membres du groupe de personnes sceptiques ont été :

« profondément troublées par les indices dont ils ont fait état concernant la nature de l'organisation politique et sociale du régime. Il ne s'agissait manifestement pas de "convertis" prêts à avaler d'un trait la propagande que leur préparait l'Union soviétique au cours des années 1920 et 1930. En fait, on peut sans doute affirmer qu'ils étaient à la recherche de preuves de l'échec du régime ».

Dudman, à titre d'exemple, indique qu'il paraissait évident au cours de sa visite que :

« la version cambodgienne du communisme n'avait aucune place pour ceux qui souhaitent lire, écrire ou même faire preuve d'une pensée indépendante, ou pour quiconque désirait posséder au-delà du strict minimum en matière de biens personnels. Dans un même temps, il est fort possible que les conditions physiques de vie se soient améliorées en ce qui concerne nombre de paysans et

ERN ANGLAIS 01002276

d'anciens travailleurs urbains, peut-être même pour la grande majorité de la population, ainsi que l'affirmait le régime. [Le pays était] un immense camp de travail, mais la population ne mourait manifestement pas d'épuisement au travail » (193).

Le rythme de travail était considéré être moindre que celui en vigueur dans les usines occidentales, mais comparable à celui appliqué dans d'autres pays du tiers monde. Aucune mention n'est faite en ce qui concerne des gardes surveillant les travailleurs. La plupart des témoignages directs font état de travailleurs interrompant leur travail pour observer les étrangers, leur adressant des sourires, des signes de la main et donnant globalement l'impression d'être relativement détendus. Toutefois, dans l'un des rapports de réfugié concernant une coopérative il est précisé que des instructions étaient données aux travailleurs de sourire et de se montrer joyeux, et que les travailleurs les moins valides étaient placés à l'abri des regards lors des visites d'étrangers (chinois et nord-coréens) (194).

Presque tous les visiteurs font des observations concernant :

« le formidable programme de logement, qui consiste en une amélioration rapide et à grande échelle des logements familiaux individuels [...] Bien que simples et de dimensions modestes, les nouvelles maisons représentent un grand progrès pour les paysans [et] vraisemblablement de meilleures conditions de vie pour les centaines de milliers de personnes parmi la population rurale qui ont été contraints d'aller vivre dans les villes par cinq années de guerre » (195).

Ce programme de logement est rarement mentionné par les réfugiés. Dudman déclare ne pas avoir « trouvé le sombre tableau dépeint par les milliers de réfugiés [...] ceux restés sur place paraissent raisonnablement détendus au plus fort de la saison des récoltes [...] je n'ai vu aucun signe de famine [...] Mes observations portant sur des centaines de Cambodgiens laissent penser qu'ils bénéficiaient d'un régime alimentaire adéquate, quoique simple [...] [L]e coût humain de l'augmentation de la production alimentaire [...] suppose l'évacuation forcée de Phnom Penh et d'autres villes, l'imposition d'une discipline stricte sur la population des survivants et la concentration des efforts sur la production agricole au détriment de la liberté d'apprendre, de lire, de voyager et de pratiquer une religion. Mais, en simple terme de rentabilité économique, ce riche pays agricole semblait à nouveau florissant et potentiellement prospère [...] [I]l y avait des poulets et des potagers partout ».

Il souligne le fait que sa :

« conclusion selon laquelle les Cambodgiens ordinaires bénéficiaient d'une alimentation adéquate reposait sur d'avantage que la propagande assez maladroite du gouvernement [...] Je pouvais me rendre compte de l'état de nutrition en observant les enfants en bas âge jouer [...] sans arborer les signes habituels de famine ou de malnutrition que sont l'apathie et le ventre proéminent [...] Des centaines d'adultes observés attentivement au cours de nos déplacements ont fait montre d'éveil, de vitalité et de spontanéité, laissant ainsi penser à un bon état de santé. J'ai vu de nombreuses femmes enceintes ou allaitantes qui semblaient être en bonne santé » (196).

Cette dernière remarque renvoie aux rapports de réfugiés selon lesquels que les conditions de vie étaient si sévères que la plupart des femmes étaient devenues stériles, que les menstruations avaient cessé, et que dans le cas de naissances, les mères ne pouvaient plus allaiter par manque de lait maternel.

ERN ANGLAIS 01002277

Les autres visiteurs décrivent essentiellement le même tableau. Tadashi Ito fait état de travail forcé des enfants et, bien que l'unité familiale privée ait été maintenue, du fait que les maisons familiales n'étaient guère plus que des dortoirs, mais :

« durant notre voyage de plus de mille kilomètres à travers le Cambodge rural, la plupart des paysans croisés le long des routes semblaient arborer une expression de joie de vivre » (197).

Stanic, l'un des journalistes yougoslaves déclare :

« [L]a population ne souffre pas de la faim, mais elle n'est pas très heureuse non plus » (198). Les journalistes yougoslaves ont évoqué la question de la délinquance juvénile et de la prostitution, ainsi que certains côtés irrationnels de la reconstruction cambodgienne, sans chercher à éviter de déplaire à leurs hôtes. Cependant, ils ont également conclu que :

« Nous avons pu voir par nous-mêmes que la famine n'existe réellement plus au Cambodge [...] Il y a assez de nourriture, en particulier le riz, les fruits et le poisson. [Nous avons vu] des rizières verdoyantes en pleine saison sèche et qui dans certains endroits produisent déjà trois récoltes par an » (199).

D'autres visiteurs ont également fait mention du fait que le système d'irrigation offrait la possibilité de produire deux ou même trois récoltes par an. Un économiste membre de la délégation japonaise de l'ambassade de Beijing et qui était venu au Cambodge durant le régime de Lon Nol a observé que « la production et l'irrigation du riz sont désormais mieux organisées ». Cette délégation, à l'instar des autres délégations, a également mentionné que la population ne montrait pas de signe de malnutrition et qu'on trouvait des fruits et légumes en abondance (200).

Les visiteurs ont parfois fait remarquer que le régime débattait de la réintroduction de l'argent, que les intellectuels étaient, de manière limitée, utilisés en leur qualité initiale et que les villes étaient, dans une faible mesure, en voie de repeuplement. Ces observations concordent avec des rapports antérieurs concernant les efforts déployés par le régime en 1978 pour obtenir un front unifié plus large (201). Lors de sa première conférence de presse donnée à Beijing à la suite de la chute de Phnom Penh en 1979, Sihanouk a corroboré le tableau de la santé des Cambodgiens tel qu'il avait été dépeint par les visiteurs. Durant son assignation à résidence, il avait été amené à effectuer un certain nombre de déplacements à travers le pays. Sihanouk a déclaré :

« Certes la population travaille intensément, très intensément. Mais ils ne sont pas malheureux. Au contraire, ils rient [...] Et la nourriture servie dans les coopératives n'est pas mauvaise. Elle n'est pas aussi bonne que celle que je consomme à Phnom Penh, évidemment. Mais il s'agit néanmoins de nourriture [...] Je dis la vérité quand je dis que les gens sont bien nourris. Comme vous le savez, je ne fais pas de propagande en faveur de Pol Pot, je ne suis pas son meilleur ami. Mais les conditions de vie actuelles [avant l'invasion par les Vietnamiens -RB] sont bonnes » (202).

Sihanouk a également critiqué les restrictions et le non-respect des droits fondamentaux

La stratégie politique a aussi manifestement été un facteur déterminant dans les remarques émanant de Sihanouk, du moins certainement pour ce qui est de celles en faveur du régime de Pol Pot. Toutefois, ses remarques concernant la nourriture et la santé peuvent être prise au pied de la lettre. En tout état de cause, il n'aurait probablement pas été emmené visiter les villages constitués de personnes du

ERN ANGLAIS 01002278

« nouveau peuple ». Par conséquent, la mobilisation générale de la population dans le but de développer une infrastructure agricole semblerait avoir eu un certain succès. Delon Stanic :

« [N]on seulement la topographie intérieure du pays a été modifiée [grâce au système étendu d'irrigation -RB], mais le problème consistant à nourrir une population affamée a été résolu » (203).

À son retour de sa deuxième visite en janvier 1978, l'ambassadeur suédois Björk a noté que d'avantage de terres étaient cultivées qu'en 1976. Les traces de la guerre étaient encore considérables, mais moins importantes (204). En outre, Elizabeth Becker, qui par ailleurs a déclaré que « le coût en vie humaines était considérable », s'est vue « contrainte d'admettre [que] le système économique [...] semble fonctionner » (205).

Selon Lexis Simon, l'affirmation selon laquelle la situation en matière de nourriture du Cambodge était plus favorable que celles du Vietnam ou du Laos, était plus ou moins corroborée par les responsables du Département d'État des États-Unis d'Amérique (206). Au cours de l'été 1978, une sécheresse très sévère a touché l'ensemble de l'Indochine, suivie par des inondations importantes en septembre, les pires inondations au cours des 70 dernières années. Le Cambodge, qui a connu les pires inondations que le pays ait connu depuis de nombreuses années, semblait avoir été le plus touché (207). Mais tandis que les inondations ont entraîné de graves pénuries de nourriture et causé de nombreux problèmes au Laos et au Vietnam, les conséquences ne paraissaient pas avoir été aussi graves pour le Kampuchéa démocratique. Les groupes d'étrangers qui parcouraient le pays à cette époque n'ont fait état d'aucune perturbation due aux inondations (208).

Même les Vietnamiens ont reconnu que le régime de Pol Pot produisait plus qu'assez de riz qu'il n'en fallait pour nourrir sa population et, qui plus est, pouvoir en exporter une grande partie. Toutefois, ils convenaient avec les réfugiés que le régime ne nourrissait pas la population de façon adéquate, estimant qu'une personne recevait 100 kilogrammes de riz pour une année (209). Ce chiffre correspond aux calculs effectués par Ito, calculs fondés sur les chiffres lui ayant été fournis par une coopérative concernant la quantité de riz restante et la taille de sa population. Il avait calculé que chaque personne appartenant à la coopérative recevrait le tiers d'un kilogramme de riz par jour plutôt que le kilogramme proclamé par les dirigeants de la coopérative en question (210). Martin, dans son étude sur la production de riz sous le régime du Kampuchéa démocratique, estime que la production de riz à cette époque était parvenue à égaler celle de l'avant-guerre. Ce résultat a été atteint notamment grâce au programme de réorganisation et de reconstruction à grande échelle des infrastructures mené par le régime. Grands nombres de ces ouvrages (canaux, digues, barrages), bien que souvent élaborés de façon ingénieuses sans apport des connaissances modernes en matière de construction et par tâtonnement, étaient encore en service après l'invasion vietnamienne (211).

Ainsi, il semblerait que le système soit devenu plus productif. Certains ont avancé qu'en raison du fait que le régime de Pol Pot commençait à montrer des signes de stabilité et de progrès, les vietnamiens ont décidé que s'ils attendaient encore un an, son « image interne et internationale aurait été améliorée de façon telle à rendre toute poussée vietnamienne très difficile, voire impossible ». Ils ont par conséquent frappé avant que le régime de Pol Pot n'ait eu le temps de « laver son image ensablée » (212).

ERN ANGLAIS 01002457

Notes du chapitre 7

1. Quinn, 1982 : 135. Chek Win a entendu parler du complot environ une semaine avant qu'il n'ait eu lieu, ce qui est étrange car les comploteurs avaient à ce moment-là déjà été arrêtés.
2. Vickery, 1984 : 149.
3. Vickery, 1984 : 126 et 127. Il fait preuve d'un certain scepticisme à l'égard de la source de cette version, voir *ibid* : 127 ff. Il ajoute en outre, *ibid* : 321 et 322, n. 226, que « L'arrivée des troupes de la zone Est et la lutte qui a suivi entre ces dernières et les cadres de la zone Sud-Ouest paraissait étrange à l'époque, bien que mentionné par un réfugié lors d'un entretien avec Kiernan ». Ce réfugié à « cependant compliqué la question en précisant que les troupes de la zone Sud-Ouest étaient dirigées par Ta Sae (Kang Chap) », lequel était en fait un cadre de la zone Sud-Ouest envoyé dans la zone Nord en 1976 et qui était peut-être le commandant des troupes de la zone du Sud-Ouest qui ont établi leur autorité à Chikren.
4. Kiernan, 1982a :295, citant un document du Tribunal. Le district de Prey Chor a constitué la base électorale de Hu Nim entre 1958 et 1967.
5. Picq, 1984 : 100.
6. Thion & Kiernan, 1981 : 260. N'apparaît pas dans Kiernan 1982a.
7. S'agissant de ces mutineries et purges, voir aussi Ponchaud, 1980 : 1239 et 1240 ; Lacouture, 1978 : 115 ; FEER, 19-8-1977 : 10 ; *Black Book*, 1979 : 74 ; NZZ, 7-10-1977 ; Thion, 1981d : 288 ; VB, 28-4-1979 : 10 ; Rapport d'Amnistie internationale ; Kiernan, 1982a : 300.
8. Barnett, Boua & Kiernan, 1980 : 674.
9. *Ibid*.
10. *Ibid* : 675.
11. *Ibid* : 676.
12. À moins, évidemment, qu'il n'ait été arrêté en janvier 1977, comme l'affirme Kiernan, voir chapitre 6, note 42. Cela n'aurait cependant aucune incidence sur le fondement de mon argument.
13. Kiernan, 1982a : 243. Renvoyant aux « aveux » de Hu Nim. Il existe quelques différences entre le libellé de cet extrait dans Kiernan, 1982a et celui dans Barnett, Boua & Kiernan, 1980. À titre d'exemple, dans le premier ouvrage mentionné ci-dessus on ne trouve aucune mention de Kp. Chhnang. La substance est toutefois la même.
14. Barnett, Boua & Kiernan, 1980 : 676.